

# Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Rudolphus Lubbers, Premier ministre des Pays-Bas, notamment sur la CEE face aux bouleversements en Europe de l'Est et sur la date de la future conférence intergouvernementale, La Haye, le 20 novembre 1989.

LE PRESIDENT.- Mon discours introductif sera bref aussi. C'est un point de presse dans le cadre des rencontres bilatérales que j'ai organisées depuis le début de ma présidence provisoire de l'Europe - la Communauté européenne -. Cela m'a conduit dans beaucoup de capitales, aujourd'hui je suis à La Haye, très heureux de m'y trouver, d'y retrouver aussi les personnalités que j'ai déjà pu apprécier. Voilà, nous en sommes là.

- De quoi avons-nous parlé. De ce que l'on pourrait appeler les conséquences de la conférence qui s'est tenue à Paris samedi soir, donc considération sur l'Europe de l'Est, mise au point de la manière dont on pourrait aborder le problème d'une banque. Mais, naturellement, nous avons encore besoin de quelque quinze jours, trois semaines, pour mettre les choses au point, ainsi que sur le fond du dossier qui touche aux structures de l'Europe telles qu'on les examinera. Nous avons approfondi notre accord sur l'union économique et monétaire et sur la charte sociale avec une approche qui doit nous permettre d'aboutir à des positions communes - qui restent encore à débattre sur le plan de la conférence, non pas sur le principe, mais sur la tenue de la conférence intergouvernementale -.

- Voilà, c'était l'objet de nos conversations qui ont été rapides, sérieuses, vous pouvez me croire, très sérieuses et que je crois très utiles. Enfin, d'ailleurs, nos deux pays se sentent en accord sur l'essentiel. Nous avons naturellement traité au passage de quelques sujets qui intéressent nos deux pays. C'est ainsi que le Premier ministre nous a parlé de l'Europe des transports. Je lui ai dit que j'entendais bien pour ce qui nous concerne nous Français, que les dispositions soient prises dès le 5 décembre par les ministres. Si cela n'était pas, eh bien, c'est le Conseil européen de Strasbourg qui trancherait.

- Voilà, je crois que maintenant je suis à votre disposition. Nous avons quelque vingt minutes à nous. Nous n'allons pas rebâtir le monde, pas toutes les 48 heures.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez précisé la date pour la conférence intergouvernementale ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà précisé partout - urbi et orbi comme dirait sa Sainteté le Pape Jean-Paul II - que je demanderai les 8 et 9 décembre à mes partenaires européens, en qualité de Président actuel, qu'une date pour l'ouverture de cette conférence intergouvernementale fût fixée avant la fin de cette année, pour que cette conférence ait lieu, s'ouvre au moins, avant la fin de l'année 1990.

- QUESTION.- Est-ce que le gouvernement néerlandais est favorable à cette idée de fixer une date pour la conférence intergouvernementale dès le Sommet de Strasbourg ?

- M. LUBBERS.- La réponse est oui, à condition que la conférence soit bien préparée. Nous

sommes en faveur de fixer une date à Strasbourg bien sûr, et à condition que nous réglions la première phase qui est prévue pour le premier juillet 1990.

- LE PRESIDENT.- Libéralisation des changes, etc.

- QUESTION.- Est-ce que les deux conditions que vous avez exprimées pour soutenir l'idée de fixer une date dès Strasbourg pour une conférence intergouvernementale semblent aujourd'hui, à trois semaines du Sommet de Strasbourg, réunies ?

- M. LUBBERS.- Il y a encore aussi d'autres choses à dire. Nous avons élaboré le dossier, parce que dans un désir de prendre des décisions à Strasbourg, il y a toujours la question et la nécessité de trouver un consensus entre tous les Etats membres. Pour cette raison, nous avons élaboré aussi les aspects qui sont intéressants et importants pour les autres pays membres. Pour cette raison, je préfère n'être pas trop spécifique sur ce sujet. Pour moi, ce n'est pas seulement la question de la position néerlandaise, mais aussi la possibilité d'arriver à un consensus, là-bas, à Strasbourg.

- LE PRESIDENT.- De toute manière, ce consensus sur la base des préliminaires, c'est-à-dire des conditions à remplir pour pouvoir réunir cette conférence intergouvernementale avant la fin 1990, ce consensus, il est au moins réalisé entre nos deux pays. Il reste à savoir si notre force de conviction sera partagée par tout le monde.

- QUESTION.- Est-ce que les Pays-Bas peuvent jouer, à votre avis, un rôle d'intermédiaire entre la Grande-Bretagne et la France ?

- LE PRESIDENT.- Mais intermédiaire sur quoi ?

- QUESTION.- Un rôle de rapprochement des points de vue.

- LE PRESIDENT.- Sur quels sujets ?

- QUESTION.- Sur la question de la date de la conférence intergouvernementale.

- LE PRESIDENT.- Il fallait le dire pour commencer.

- M. LUBBERS.- Je ne dis pas que cela soit nécessaire, oui ou non. J'espère qu'une discussion ou un dialogue ouvert à Strasbourg convaincront tous les pays membres d'accepter ce principe de fixer la date de cette conférence. Et dans cette situation, tous les états membres ont une obligation de jouer leur rôle pour ainsi dire. Mais à mon avis, tous les Etats membres sont importants dans cette décision. Je ne vois pas le rôle spécial des Pays-Bas. Pourquoi toujours les Pays-Bas ?

- LE PRESIDENT.- D'ailleurs, moi, je suis personnellement disposé à faciliter les compromis entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, maintenant que la question de l'Europe de l'Est suscite un engouement nouveau, et que les ressources de l'aide de la Communauté ne sont pas illimitées, est-ce que les pays africains, le tiers monde, et notamment les pays du Nord de l'Afrique n'ont pas raison de s'inquiéter quant à leur avenir pour ce qui est de leurs rapports avec la Communauté européenne, de leurs rapports avec la France notamment ?

- LE PRESIDENT.- Je comprends qu'ils s'inquiètent, parce qu'ils savent bien que les possibilités des pays de la Communauté ne sont pas illimitées. Plus il y a de parties prenantes, bien entendu, plus chacun s'inquiète pour lui-même. En tout cas, telle est notre intention : signer au plus tôt, l'accord financier de la convention de Lomé. Vous savez que la discussion avant les problèmes de l'Europe de l'Est - donc ce n'est pas de circonstance - se situait entre 9 et 12 milliards d'Ecus (les plus c'était douze, les moins c'était 9). Bon alors, c'est une discussion qui n'est pas liée au problème de l'Europe de l'Est, puisqu'elle est antérieure. On en est là encore. C'est tout ce que je peux vous dire. La France n'a pas du tout l'intention de modifier la part qu'elle prend aux aides bilatérales et multilatérales, pas du tout. Nous souhaitons même pouvoir l'accroître, car notre objectif est d'atteindre le 0,7 % du revenu brut national recommandé par les institutions internationales. Nous en sommes à 0,5 et nous nous sommes placés de ce fait parmi les principaux pays industriels au premier rang, et parmi les pays européens, je pense qu'avec les pays scandinaves et vous-même, nous pouvons être à peu près dans les mêmes chiffres.

- QUESTION.- Est-ce que le Premier ministre néerlandais a tranché sur la direction et l'origine de cette aide que ce soit par rapport à l'Europe de l'Est ou à l'Afrique. C'est un débat qui commence à naître au sein d'autres gouvernements ?

commence à partir de son et autres gouvernements .

- M. LUBBERS.- J'ai dit la même chose que le Président. Nous avons aussi un but simple, un but international. C'est déjà réglé ici, c'est le 0,7 % pour l'aide dans la définition qui est pratiqué. Nous ne voyons pas là une différence. Cela voudrait dire qu'il y a un double effort à ce moment. Ma seconde observation est que, pour un continent tel que l'Afrique, mais aussi pour les autres continents, l'expansion de l'Europe, quant à elle est importante à condition que l'Europe soit ouverte vers les autres continents. D'un point de vue économique, le marché européen (...) est une chose aussi importante pour l'Afrique, c'est mon opinion.

- LE PRESIDENT.- Nous allons bientôt cesser, monsieur Pinto. Je répondrai encore à deux questions si vous le voulez, la vôtre et puis une autre.\

QUESTION.- Vous venez de nous dire que, dans vos entretiens avec les responsables vous avez parlé de ce qui s'est déroulé samedi soir à Paris. Aujourd'hui même, c'est à Bucarest que s'est ouvert le congrès du Parti communiste roumain, avec le discours de M. Ceausescu qui a vanté les acquis du socialisme et qui a dit en quelque sorte "personne n'y touchera". Est-ce que vous pensez que la contagion va aussi maintenant gagner son pays, la Roumanie.

- LE PRESIDENT.- S'il s'agit de parler du socialisme et de ses acquis, alors j'en suis tout à fait convaincu. Tout dépend de ce que l'on appelle le socialisme. Pour moi le socialisme ne se conçoit pas sans la liberté. C'est pour moi une forme supérieure de la liberté. Etant donné cette intrusion dans le domaine idéologique, c'est à moi qu'on pose la question, donc je pense que c'est un plus de liberté. Si le socialisme par une aberration choquante, c'est un moins de liberté, ce n'est pas le socialisme. Alors pour le reste, vous me disiez : est-ce que je fais un pronostic quant à la contagion ? Ce pronostic, au premier degré, il est évident que la contagion emportera toute l'Europe £ au deuxième degré, il est possible que tel ou tel pays décide de retarder cette heure de libération par la répression. C'est une hypothèse que je n'exclus pas et je l'ignore, mais je pense que, de toute manière, la contagion c'est un phénomène irréversible. Simplement il prendra plus ou moins de temps et là aucun d'entre nous ne peut faire de supputations. La puissance des peuples en mouvement est telle surtout aujourd'hui. Tout gouvernement raisonnable doit en tenir compte sinon il tombera dans les folies de la dialectique répression, libération. Je pense qu'à ce moment-là il se produirait un phénomène dans l'Europe tout entière, de l'Est comme de l'Ouest, presque de solidarité en faveur de la liberté, en tout cas, on y travaillera : et de ce point de vue le rôle de la Communauté européenne est grand.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quand vous rendrez-vous en RDA ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, vous savez que c'est un projet qui était déjà formé à l'époque où M. Honecker était président de la RDA. Un certain nombre d'événements dont vous avez peut-être entendu parler ont légèrement brouillé cette perspective. On ne peut pas dire qu'elle soit totalement éclaircie. En tout cas, pas avant le congrès extraordinaire du Parti communiste de l'Allemagne de l'Est, le SED, pas avant. A partir du moment où ce congrès aura eu lieu, sûrement. J'irai en Allemagne de l'Est. Cela peut donc être dans la deuxième partie du mois de décembre ou cela peut être au mois de janvier.\